

AURELIEN BERNIER

# L'ILLUSION LOCALISTE

*L'ARNAQUE DE LA DECENTRALISATION DANS  
UN MONDE GLOBALISE*

# Les Éditions Utopia

## ***Introduction***

### ***Chapitre 1 : L'idée localiste***

- Tentatives de construction d'identités locales
- Le local face aux révolutions
- Le socialisme partagé entre local et national
- La doctrine sociale de l'Église au secours de l'ordre établi
- Quand l'ordre économique se fait localiste
- Le local à l'épreuve de la crise du totalitarisme
- L'émergence d'une gauche socialiste
- Le tournant de mai 1968 : tous localistes

### ***Chapitre 2 : L'idée décentralisatrice et sa réalité***

- Contre l'État
- Décentraliser l'austérité
- La dilution des responsabilités
- La centralisation dans la décentralisation
- La décentralisation sans le peuple

### ***Chapitre 3 : L'hyper-centralisation mondiale et européenne***

- La (dé)régulation par le libre échange
- Une concentration économique sans précédent
- Le pouvoir des marchés
- Le transfert de compétences vers l'Union européenne

-Changer la mondialisation ?

#### ***Chapitre 4 : Les pièges du localisme***

- L'introuvable «démocratie locale»
- Détruire l'État pas le local
- Régions, métropoles, territoires : fausse proximité et vraie compétition
- L'émergence des patriotismes locaux
- Le local, le global et la régionalien

#### ***Chapitre 5 : Quelle place pour le local dans un processus de transformation ?***

- Les contradictions du local-progressisme
- Du socialisme municipal au localisme moderne
- Changer le cadre national pour relocaliser
- Ce qui ne doit pas être local
- Changer les institutions en profondeur

***Conclusion : Lutter contre le « modèle institutionnel » libéral***

#### ***Bibliographie***

## Introduction

« Rapprocher le pouvoir du citoyen ». « Renforcer la démocratie par le local ». Instaurer la « participation » pour mieux « vivre ensemble ». Favoriser le « développement territorial » et soutenir l'économie « de proximité »...

Depuis quelques décennies, les appels au localisme et à la décentralisation se multiplient dans les programmes politiques, dans les discours des pouvoirs publics, dans les

orientations des institutions européennes et internationales. Parée de toutes les vertus, l'action locale est supposée apporter des réponses à bien des problèmes : l'économie, l'emploi, l'alimentation, l'écologie, le lien social...

Le consensus est si large que, dans un pays comme la France, les personnalités ou les organisations qui oseraient encore défendre un jacobinisme issu des principes révolutionnaires de 1789 ont quasiment disparu de l'espace médiatique. L'échiquier politique est presque totalement converti. Le Parti socialiste, Europe écologie - les Verts, le centre et la droite sont tous des décentralisateurs de longue date. Lors de la campagne pour les élections européennes de 2019, ils sont rejoints par un Rassemblement national (RN, anciennement Front national) devenu officiellement localiste. Du côté de la gauche radicale, les initiatives de proximité portées par le militantisme associatif font souvent office de modèles que l'on oppose à la globalisation économique et financière.

A Bayonne, en 2013, des associations militantes organisent un événement intitulé *Alternatiba, village des alternatives*. Dans une interview au journal *La Croix*, Jean-Noël Etcheverry, l'un des concepteurs de la manifestation, déclare : « Notre message essentiel c'est de dire aux citoyens européens qu'il ne faut pas tout attendre d'un accord d'en haut, au sommet. Mais partir d'en bas, du local. Commencer, là où on vit, à s'investir dans des initiatives concrètes : l'éco-habitat, les circuits courts, les énergies renouvelables, le bio, les monnaies locales... Une liste qui ne doit surtout pas être limitative. Pour enclencher une dynamique citoyenne européenne<sup>1</sup>. » Un appel « à voir fleurir 10, 100, 1 000 Alternatiba » est lancé par les organisateurs, et rapidement, des initiatives similaires se développent dans d'autres villes.

Une production culturelle engagée relaie également ce discours localiste auprès du public. En 2010, la réalisatrice Coline Serreau sort un film documentaire intitulé *Solutions locales pour un désordre global*. « Il faut montrer qu'il existe des solutions, faire entendre les réflexions des philosophes et économistes, qui, tout en expliquant pourquoi notre modèle de société s'est embourbé dans la crise écologique, financière et politique que nous connaissons, inventent et expérimentent des alternatives. »

---

1 Olivier Nouaillas, « 10 000 personnes réunies à Alternatiba contre le réchauffement climatique », *La Croix*, 8 octobre 2013.

explique-t-elle dans le texte officiel de présentation de l'œuvre. En 2015, la même philosophie inspire un autre documentaire créé par Cyril Dion et Mélanie Laurent : *Demain*. Volontairement optimiste, le film recense des initiatives locales dans différents pays du monde en faveur de l'écologie. Il dépassera le million d'entrées et sera récompensé par le César du meilleur film documentaire en 2016.

Bien-sûr, les objectifs politiques d'Alternatiba, de certaines personnalités de la culture engagées dans l'écologie, de partis de gauche radicale d'une part, ceux des partis « de gouvernement » d'autre part ou encore ceux du Rassemblement national n'ont rien à voir. Les discours localistes ont néanmoins un point commun : selon eux, l'action locale offrirait des perspectives de changement profond de la société, suffisamment profond en tout cas pour contrebalancer de grandes tendances internationales, qu'elles soient économiques (la globalisation) ou environnementales (le changement climatique).

Cette opposition entre un espace local vivant, actif, inventif et un niveau supérieur uniformisant, autoritaire et dangereux a toujours été à la base du discours localiste, qui s'est surtout traduit en France par des revendications régionalistes. Le développement de ce régionalisme a été chaotique. Jusqu'au XXe siècle, il est revendiqué par les notables locaux, mais pas ou peu enraciné dans la population. Il progresse avec la grande crise économique des années 1930, qui touche plus durement les zones rurales, puis avec le régime de Vichy, avant de s'effacer devant la reconstruction de l'unité nationale. Son véritable essor est finalement récent et se situe quelques années après le début des Trente Glorieuses (1945-1973). Parfois identitaire, parfois pragmatique (et le plus souvent les deux à la fois), il porte des revendications très différentes : la reconnaissance de particularités locales (culturelles, linguistiques, géographiques...), le droit de « vivre et travailler au pays », le droit à la solidarité nationale en cas de crise ou au partage des « bénéfices de la croissance » en période faste, le droit, enfin, pour les citoyens, de gagner des espaces de démocratie : lorsque les institutions nationales sont insatisfaisantes, pourquoi ne pas s'engager, s'exprimer, décider localement ?

Le localisme fut très souvent flatté, instrumentalisé par les régimes en place autant que par les partis d'opposition. La classe politique offrit à ses défenseurs un schéma particulier, censé lui permettre de s'épanouir : la

décentralisation. Un mode opératoire qui consiste non pas à créer des mécanismes démocratiques nouveaux, mais à transférer des compétences à des assemblées locales élues pour qu'elles les exercent à la place de l'État, et toujours dans un cadre défini par lui.

Or, les promesses de décentralisation, puis les lois qui l'instaurent réellement à partir de 1982, arrivent à un moment historique particulier : celui qui voit le capitalisme se restructurer après la Seconde Guerre mondiale et se réorganiser progressivement à des échelles supranationales. C'est d'abord la construction européenne, avec l'adoption du traité de Rome en 1957, qui transfère des compétences économiques nationales à une nouvelle institution : la Communauté économique européenne (CEE). Puis, dans les années 1960, apparaissent les premiers signes de « division internationale du travail », c'est à dire, pour quelques grandes firmes industrielles, des délocalisations d'activités permises par une circulation de l'information, des marchandises et des capitaux de plus en plus libre. Le mouvement s'accélère avec les chocs pétroliers des années 1970 et s'élargit progressivement à l'agriculture ou aux services. Les multinationales grossissent et détiennent de plus en plus de pouvoir. Puis le tournant ultralibéral survient au début des années 1980 : les outils politiques de régulation de l'économie, déjà affaiblis, sont démantelés ; la concentration des capitaux et la puissance des grandes firmes atteignent des niveaux inégalés. La CEE devient Union européenne en 1992 et met ses États membres sous une véritable tutelle économique et monétaire tandis que les accords de libre-échange se multiplient, au sein ou en dehors de l'Organisation mondiale du commerce créée en 1995 en remplacement de l'Accord général sur les tarifs douaniers (GATT, signé en 1947). L'ordre néolibéral international est en place pour le changement de millénaire et, au début du XXI<sup>e</sup> siècle, se retrouve triomphant.

Voilà donc le grand paradoxe : jamais on ne nous a autant parlé de « relocalisation », de « décentralisation », de « démocratie participative », de « territoires », de « proximité »... et jamais la prise de décision sur les grandes questions économiques et sociales n'a été aussi éloignée des citoyens. L'État renonce à réguler l'économie, les actionnaires des grandes firmes privées détiennent un pouvoir colossal, bien supérieur à celui de nombreux gouvernements, mais chaque président de la République française veut apporter sa pierre à la décentralisation, de

François Mitterrand à Emmanuel Macron en passant par Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy et François Hollande. Le « local » est de tous les dispositifs d'aide ou de planification : chaque « territoire » est invité à affirmer son identité, à organiser la concertation avec ses « acteurs », à concevoir son propre schéma de développement.

Réelles ou fantasmées, l'identité culturelle locale, la démocratie et l'économie de « proximité » ont, pour la classe dirigeante, une fonction politique : elles sont censées répondre au malaise profond créé par la mondialisation, c'est à dire par la dérégulation que les États ont eux-mêmes organisée ou acceptée. Mais ce jeu localiste est dangereux.

Sur le plan identitaire d'abord, entretenir le régionalisme par calcul politique alors que les partis nationalistes progressent d'élection en election n'est pas sans risque. Le chauvinisme local serait-il moins dangereux que son équivalent national ? Lorsqu'il propose (en toute modestie) de réaliser « la révolution de la proximité », le Rassemblement national de Marine Le Pen défend « un modèle d'attachement des populations à leur territoire [...] qui appelle la séparation de l'Europe et des Européens de ce qui n'est pas elle, de ce qui n'est pas eux »<sup>2</sup>. L'Europe catholique, blanche, « pure » et le patriotisme de clocher réunis dans un même programme.

Sur le plan démocratique ensuite, offrir au citoyen une « démocratie locale » sous forme de consultations souvent purement formelles et de commissions sans réel pouvoir est une manœuvre plutôt grossière. La décentralisation s'est toujours opérée au bénéfice de notables (maires de grandes villes, présidents de départements ou de régions, d'intercommunalités) qui peuvent choisir de laisser ou non une place aux citoyens dans les processus de décision. Dans la pratique, sauf rares exceptions, cette place est un strapontin. Or, des mouvements sociaux comme celui des « Gilets jaunes », lancé en novembre 2018 en France contre les politiques antisociales d'Emmanuel Macron, a montré à quel point l'exigence de démocratie réelle est redevenue puissante au sein des classes populaires. Dans

---

2 « Manifeste pour l'alliance européenne des nations » présenté le 15 avril 2019 dans le cadre de la campagne pour les élections européennes.

le cadre actuel de la décentralisation, la « démocratie locale » fait-elle encore illusion ?

Enfin, la coexistence du localisme et de la mondialisation pose une question centrale : l'ordre économique nous permet-il d'agir indépendamment de lui, même à un niveau communal ou régional ? La réponse est évidemment négative, sauf sur des sujets secondaires ou lorsque la classe dirigeante n'y voit pas de risque de dissémination. Le mythe d'une économie locale plus humaine et « durable », alors même que tous les « territoires » sont soumis à l'impératif de la concurrence internationale, ne pourra pas non plus durer éternellement, et nous promet encore bien des espoirs déçus.

J'ai souhaité croiser dans ce livre deux histoires. La première est celle de la progression des idées localistes dans la société, auxquelles la classe dirigeante a apporté une réponse institutionnelle tout à fait formatée : la décentralisation. La seconde est l'histoire de la globalisation industrielle et financière, de l'instauration d'un ordre économique et commercial qui ôte aux peuples tout pouvoir de contrôle et de choix sur la production, sur le travail, sur les règles environnementales... L'histoire du supranationalisme européen qui impose un ordre juridique libéral... En d'autres termes, l'histoire de la mondialisation.

J'avais, en débutant ce travail, une présomption : le sentiment que le localisme, quelles que soient ses motivations, était une opportunité pour la classe dirigeante, qui pouvait grâce à lui entretenir l'idée qu'il reste des espaces de liberté collective dans le cadre de la mondialisation. Je montre finalement dans ces pages que la classe dirigeante a *créé* une illusion localiste, a *créé* la décentralisation pour éviter toute remise en cause radicale du capitalisme et pour mieux mettre en œuvre son projet de régression sociale.

Historiquement, le localisme est pour elle un moyen de dépasser la lutte des classes « par en bas », de pacifier les relations sociales sans changer l'ordre établi, d'éloigner le spectre du communisme et du marxisme. Dans la seconde moitié du XXe siècle, il devient également une sorte de contre-feu à la mondialisation. Un fil ténu qui relie l'être humain à un territoire alors que la mondialisation, au contraire, est un processus de dé-territorialisation : les capitaux, les marchandises, les informations, les travailleurs et les hommes d'affaires doivent circuler avec le plus de fluidité possible à l'échelle planétaire. Pour

rendre la globalisation moins insupportable, la classe dirigeante avait besoin de mettre en scène le localisme, le « territoire », la proximité.

Du côté des forces progressistes qui contestent l'ordre établi et veulent transformer la société, le local joue un rôle de substitution<sup>3</sup>. L'idée de réformer les structures de la globalisation (les grandes institutions internationales, l'Union européenne...) est clairement illusoire, et la majorité de la population en a conscience au moins depuis la crise économique de 2007-2008. Mais par crainte de cautionner le nationalisme de l'extrême-droite, une grande partie de ces forces rejette également l'État. En refusant par principe d'assumer l'exercice de la souveraineté nationale, ils s'interdisent de penser une régulation, un cadre réglementaire homogène, un système de protection contre la concurrence économique à ce niveau territorial. Derrière cette pensée-réflexe anti-État, et derrière le choix du substitut localiste, il existe une question taboue : le local serait-il plus efficace que l'État pour lutter contre l'ultra-libéralisme ? Je démontrerai dans ces pages que la réponse est non, et que la convergence des progressistes et des néo-libéraux sur la question locale n'est pas le moindre des paradoxes politiques de notre époque.

Pour aller au-delà de ces constats, j'ai voulu également réfléchir sur la place du « local » dans la perspective de transformation de la société que je défends : celle d'une démondialisation écologique et internationaliste. Même si je la considère insuffisante, je ne renvoie pas l'action locale au rang d'accessoire inutile, au contraire. Il est tout à fait important d'agir sur son lieu de vie, d'expérimenter, de mettre ses pratiques en accord avec ses idées. Il est également inadmissible que des pouvoirs politiques locaux puissent décider sans ou contre les habitants. Mais je pense que le localisme, même militant et progressiste, devient dangereux lorsque la grenouille veut se faire plus grosse que le bœuf, en l'occurrence lorsque l'association ou la collectivité locale veut s'imaginer plus puissante que la multinationale. Pour illustrer de façon schématique cette idée, il faut défendre l'agriculture paysanne locale et les « circuits courts » de produits alimentaires, mais pour soumettre (ou démettre) Nestlé, Coca-Cola ou Monsanto, mieux vaut compter sur d'autres moyens.

---

3 J'utilise l'expression de « forces progressistes » au sens du progrès écologique et social, bien sûr, et non du progrès technique.

Opposer, comme le font trop souvent les localistes, l'État et la commune, l'État et la région, l'État et l'action associative ou individuelle est une erreur. Les institutions nationales ont certes besoin d'être repensées en profondeur, mais il est impossible de rompre avec la mondialisation sans changer le cadre macro-économique. Quand la loi organise la concurrence, le productivisme, le démantèlement des services publics, la destruction des protections sociales, c'est la loi qu'il faut modifier.

Si nous parvenons à nous débarrasser des partis libéraux qui se succèdent au pouvoir en France et voulons rompre avec l'ordre économique, nous devons articuler intelligemment l'action locale et l'action nationale. Cela suppose de se défaire de visions simplistes, comme celle qui assimile définitivement l'État au centralisme autoritaire et qui fait de chaque action locale une petite révolution.